

Bulletin d'histoire politique

Les entrepreneurs libertariens au Québec : une croissance continue depuis 1995

Thomas Laberge



Volume 30, numéro 3, printemps 2023

Le nouveau clivage idéologique du Québec au début du XXI^e siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1101968ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1101968ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laberge, T. (2023). Les entrepreneurs libertariens au Québec : une croissance continue depuis 1995. *Bulletin d'histoire politique*, 30(3), 173–194.
<https://doi.org/10.7202/1101968ar>

Résumé de l'article

Depuis 1995, les idées libertariennes ne cessent de prendre de l'ampleur au Québec. De nombreux lieux de diffusion idéologique ont émergé et les libertariens se font de plus en plus entendre dans l'espace public. Cet article propose une cartographie des principaux foyers qui propagent ou ont propagé les idées libertariennes au Québec, comme *Le Québécois libre*, l'Institut économique de Montréal, l'Action démocratique du Québec, le Parti conservateur du Québec, etc. Nous analyserons également les rapports que ces différents lieux entretiennent entre eux, et comment les acteurs libertariens québécois transitent de l'un à l'autre.

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2023

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les entrepreneurs libertariens au Québec : une croissance continue depuis 1995

THOMAS LABERGE

Correspondant parlementaire à Québec, Le Soleil

Résumé

Depuis 1995, les idées libertariennes ne cessent de prendre de l'ampleur au Québec. De nombreux lieux de diffusion idéologique ont émergé et les libertariens se font de plus en plus entendre dans l'espace public. Cet article propose une cartographie des principaux foyers qui propagent ou ont propagé les idées libertariennes au Québec, comme *Le Québécois libre*, l'Institut économique de Montréal, l'Action démocratique du Québec, le Parti conservateur du Québec, etc. Nous analyserons également les rapports que ces différents lieux entretiennent entre eux, et comment les acteurs libertariens québécois transitent de l'un à l'autre.

Mots-clés

Libertarianisme, libéralisme, conservatisme, droite, État, Québec

Bien que les idées libertariennes prennent de l'ampleur depuis 1995, cette mouvance a été bien peu étudiée au Québec. La littérature scientifique regorge d'ouvrages sur la droite ou le conservatisme au Québec. Toutefois, le libertarianisme y est soit secondarisé, ou tout simplement oublié. Le sociologue et penseur conservateur Jacques Beauchemin a même affirmé en 2016 : « On n'a pas vu émerger une véritable pensée libertarienne [au Québec]¹ ».

Peut-être verrait-il les choses autrement aujourd'hui avec le Parti conservateur du Québec (PCQ), mais cela témoigne tout de même du fait

que le libertarianisme québécois est quelque chose qui reste méconnu. L'affirmation de Beauchemin est d'ailleurs tirée d'un ouvrage composé d'entretiens avec des penseurs de différents endroits dans le monde et dont le but est de faire « comprendre le conservatisme² ». Du Québec, en plus de Beauchemin, nous retrouvons des entrevues avec Patrick Dionne, Xavier Gélinas et Travis D. Smith, mais aucun d'entre eux ne peut être considéré comme un libertarien.

L'Action démocratique du Québec (ADQ) de Mario Dumont est sans doute le parti qui s'est le plus rapproché des idées libertariennes (du moins, avant l'arrivée du PCQ). Il a toutefois été bien peu catégorisé ainsi. Dans l'ouvrage *ADQ à droite toute !*, le mot « libertarien » est employé une seule fois³. Les ouvrages qui s'y sont intéressés catégorisent davantage le parti comme étant « néolibéral⁴ ». Bien que le concept soit souvent utilisé comme un synonyme de « libertarien », l'utilisation du terme « néolibéral » pose problème en raison des nombreuses définitions qui lui sont accolées⁵ (nous y reviendrons plus loin). En effet, l'ADQ est décrite comme un parti qui veut réduire la taille de l'État afin de donner plus de liberté aux individus. On associe aussi le parti de Mario Dumont à des penseurs importants du néolibéralisme, ou du libertarianisme, comme Friedrich von Hayek et Milton Friedman⁶.

Xavier Gélinas utilise le terme « libertarien » pour catégoriser une droite axée sur les libertés individuelles et un État aminci. Bien qu'il reconnaisse une certaine importance au mouvement, ses travaux ne proposent pas de l'analyser spécifiquement. Gélinas place le libertarianisme comme l'une des quatre déclinaisons que prend la droite intellectuelle au Québec⁷. Le doctorant en science politique Guillaume Lamy emploie le terme « libertariens » pour parler des auteurs qui sont présents au sein de l'Institut économique de Montréal. Il qualifie toutefois les idées du *think tank* de « néolibérales⁸ ».

Pour notre part, nous soutenons que la droite libertarienne est une mouvance d'importance au Québec et qu'elle doit être étudiée en tant que telle afin d'en cerner sa spécificité. L'arrivée d'Éric Duhaime à la tête du Parti conservateur du Québec (PCQ) a remis de l'avant les idées d'une droite libertarienne dans la province. Bien que l'ancien animateur de radio ait échoué à faire élire des députés à l'Assemblée nationale lors du scrutin du 3 octobre, il a tout de même réussi l'exploit de faire de son parti un joueur important de l'échiquier politique du Québec.

Le PCQ s'est positionné comme une ADQ 2.0, foncièrement résolu à réduire la taille de l'État, à diminuer le nombre de fonctionnaires, à baisser les impôts et à donner plus de liberté aux individus. Il s'est toutefois distingué du parti de Mario Dumont par une attitude contestataire envers les mesures sanitaires visant à freiner la propagation de la COVID-19. Également, le PCQ a davantage mis de l'avant le discours sur les libertés

individuelles au détriment du nationalisme. Il s'est notamment positionné contre la Loi 96 qui vise à moderniser la Charte de la langue française⁹. Difficile toutefois de dire s'il s'agit d'un réel positionnement idéologique ou d'une stratégie politique : Éric Duhaime est souvent resté ambigu sur la manière dont il souhaite incarner le nationalisme avec son parti. Quoi qu'il en soit, le PCQ est devenu l'une des incarnations les plus importantes du libertarianisme au Québec, puisqu'il place la liberté au centre de sa vision politique.

Bien que le PCQ ait réussi à mettre de l'avant les idées libertariennes dans l'espace public, il n'a pas été le premier à le faire. Le libertarianisme québécois a eu, depuis 1995, plusieurs foyers idéologiques qui ont permis la gestation de ses idées. Ainsi, afin de mieux comprendre le PCQ aujourd'hui, il est nécessaire de remonter le fil afin de voir les lieux qui ont façonné les idées libertariennes.

Pour ce faire, nous proposons ici une cartographie des principaux foyers qui propagent ou ont propagé les idées libertariennes au Québec. Nous analyserons les rapports que ces différents lieux entretiennent entre eux, et comment les acteurs libertariens québécois transitent de l'un à l'autre. Nous soutenons que l'étude de ces foyers idéologiques et de leurs idées permettra d'approfondir l'étude de la pensée libertarienne québécoise afin de comprendre comment elle s'inscrit dans le paysage politique de la province.

Ces foyers sont le webzine *Le Québécois libre* (QL), l'Institut économique de Montréal (IEDM), l'Action démocratique du Québec (ADQ), Le Réseau liberté Québec (RLQ), le Parti conservateur du Québec (PCQ), Le Parti conservateur du Canada (PCC) et le Parti populaire du Canada (PPC). Nous avons choisi ces foyers en fonction de la quantité de contenus qu'ils ont produits, de leur influence sur le débat public ou encore en raison de leur durée dans le temps. Finalement, nous analyserons la présence des libertariens dans plusieurs médias populistes favorables à leurs idées (Radio X, Québec Nouvelles, Québec Fier et Rebel News).

Pour notre analyse, nous irons directement aux sources du libertarianisme québécois. Cet article se base sur des entrevues réalisées avec le chef du Parti conservateur du Québec, Éric Duhaime, le chef du Parti populaire du Canada, Maxime Bernier, ainsi que son conseiller Martin Masse, qui est aussi le fondateur du *Québécois libre*¹⁰. Également, nous nous appuierons sur les différents contenus produits par les foyers idéologiques : articles, notes économiques, programmes politiques et promesses électorales, etc.

Libertarianisme et néolibéralisme : quelques définitions

En guise de prélude à l'analyse des différents foyers de diffusion idéologique du libertarianisme québécois, il est nécessaire de clarifier quelques définitions. Les libertariens prônent une société où les individus sont libres de faire ce qu'ils souhaitent, tant que cela ne porte pas atteinte à la vie, à la liberté ou à la propriété des autres¹¹. Conservateurs d'un point de vue économique, ils sont pour une réduction draconienne des taxes et des impôts, mais s'opposent à ce que l'État intervienne pour interdire des comportements comme l'homosexualité, la prostitution ou la consommation de drogues¹². Ils rêvent d'une utopie où les individus seraient pleinement libres et dans laquelle le marché serait le principal moteur de régulation sociale. Pour eux, l'État est un ennemi de cette liberté : il vole l'argent des citoyens par le biais des taxes et des impôts ; il met en prison des individus pour des « crimes » qui ne font pas de victime¹³ ; il dénature les règles du marché en intervenant dans l'économie¹⁴.

Les libertariens sont aussi méfiants des groupes sociaux, les syndicats particulièrement¹⁵, qu'ils voient comme des lobbys cherchant à s'accaparer toujours plus de privilèges au détriment du reste de la société. Bien entendu, le libertarianisme n'est pas un courant idéologique monolithique. Sans entrer dans toutes les nuances, nous devons souligner que les paléo-libertariens par exemple, sont conservateurs sur le plan social, moral et sur l'immigration, alors que d'autres tendances peuvent être progressistes sur ces questions. Dans tous les cas, on s'oppose à ce que l'État intervienne dans ces domaines¹⁶.

Le mouvement libertarien américain commence à se développer dans les années 1930 en réaction au New Deal. C'est à la fin des années 1960 que le mouvement s'autonomise après une rupture avec les conservateurs du Parti républicain en raison de divergence sur la politique étrangère américaine dans le contexte de la Guerre froide. En effet, les libertariens sont isolationnistes et s'opposent aux velléités interventionnistes des conservateurs¹⁷.

Bien que relativement récent, le libertarianisme puise ses influences dans deux idéologies beaucoup plus anciennes : le libéralisme et l'anarchisme. Les libertariens vont aller chercher du côté des penseurs libéraux, comme John Locke et Adam Smith, leur défense du capitalisme de libre marché, qu'ils opposent au mode d'organisation sociale basé sur l'État et l'économie planifiée. Leur défense de la primauté des droits et des libertés individuelles est influencée par le libéralisme, mais également par l'anarchisme. Les libertariens sont critiques du concept de droits collectifs, qui ne serait rien d'autre qu'un oxymore justifiant l'atteinte aux droits de certains individus pour en favoriser d'autres. Ainsi, la souveraineté de l'individu doit primer sur toute forme de système politique collectiviste.

L'influence de l'anarchie se fait sentir aussi dans leur critique radicale de l'État qu'ils considèrent comme une entité fondamentalement tyrannique, liberticide et spoliatrice¹⁸.

Plusieurs entendent le libertarianisme comme une idéologie radicale. Or, une nuance s'impose ici : bien que tous les libertariens souhaitent réduire la taille de l'État, il n'y a pas de consensus sur ce que devrait être un monde libertarien idéal. Le politologue Sébastien Caré propose une schématisation avec trois utopies libertariennes en fonction de leur degré de radicalité. L'utopie libérale est la plus modérée : bien qu'elle s'oppose à une trop grande ingérence de l'État dans l'économie, elle affirme que plusieurs secteurs d'activité, comme l'éducation ou encore la protection de l'environnement, doivent rester dans le giron étatique. L'utopie minarchiste veut un État qui se limite à ses fonctions de protection des individus, de leurs propriétés et des contrats privés. L'utopie anarcho-capitaliste est la plus radicale de toutes : elle préconise l'abolition totale de l'État et la privatisation de toutes ses activités y compris la police, l'armée et la justice¹⁹.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de clarifier la distinction entre libertarianisme et néolibéralisme. Le rapport entre les deux est à la fois évident, mais aussi complexe, et nécessite plusieurs nuances. Nous voyons tout d'abord de nombreux points de convergence entre les deux : critique de l'intervention de l'État, défense du marché libre et de la liberté individuelle, apologie de la concurrence et détestation du communisme et du fascisme. Nous constatons aussi que des intellectuels sont associés aux deux courants, comme Friedrich Hayek ou Milton Friedman. Ces derniers ont eu une influence majeure sur deux des plus importants dirigeants associés au néolibéralisme : Margaret Thatcher et Ronald Reagan, qui sont généralement aussi appréciés des libertariens.

Il n'y a pas de doute qu'il existe une filiation intellectuelle et théorique entre les deux. Toutefois, plusieurs spécialistes affirment que lorsqu'il est mis en application, il s'éloigne de l'idéal libertarien. Pierre Dardot et Christian Laval soutiennent que l'État néolibéral ne se caractérise pas par un laissez-faire similaire à celui que l'on retrouverait dans le libéralisme classique. Au contraire, cet État doit jouer un rôle actif. En effet, dans la conception néolibérale, le marché n'est pas un ordre spontané et naturel comme le suggèrent les libertariens :

L'une des grandes nouveautés du néolibéralisme ne tient pas à un illusoire retour à l'état naturel du marché, mais à la mise en place juridique et politique d'un ordre mondial de marché dont la logique implique non pas l'abolition, mais la transformation des modes d'action et des institutions publiques dans tous les pays [...] Non seulement l'État n'a pas disparu, non seulement il s'est mis plus que jamais au service des entreprises, mais il s'est mué en un gouvernement de type entrepreneurial²⁰.

L'historien et philosophe de l'économie Philip Mirowski va dans le même sens. Selon lui, le néolibéralisme serait pratiquement l'inverse de l'idéal libertarien :

That is because mature neoliberalism is not at all enamored of the minimalist night-watchman state of the classical liberal tradition : its major distinguishing characteristic is instead a set of proposals and programs to infuse, take over, and transform the strong state, in order to impose the ideal form of society, which they conceive to be in pursuit of their very curious icon of pure freedom²¹.

Le néolibéralisme implique aussi de couper dans ce qui est considéré comme superflu, la bureaucratie par exemple, mais l'objectif à long terme n'est pas de réduire l'État à sa plus simple expression. Les dépenses publiques peuvent même augmenter si cela permet une optimisation de la concurrence sur le marché²².

Il faut aussi souligner que le concept de néolibéralisme est souvent perçu comme une étiquette infamante qui aurait été forgée par une gauche critique du virage gouvernemental des années 1980²³. Nous notons d'ailleurs que les acteurs associés au néolibéralisme ne se réclament pas de cette appellation. Des libertariens vont même carrément le rejeter, arguant que le concept n'a aucune valeur analytique²⁴. Pour toutes ces raisons, nous emploierons dans ce texte presque exclusivement le terme «libertarianisme» entendu comme nous l'avons défini précédemment.

Principaux foyers de diffusion idéologique

On peut situer l'émergence du libertarianisme québécois en 1995²⁵. Cette année-là, cinq amis avides de liberté se réunissent à Saint-Eustache. Il s'agit de Michel Kelly-Gagnon, Pierre Desrochers, Martin Masse, Éric Duhaime et Pierre Lemieux. Lors de cette rencontre, les cinq comparses discutent de la façon de faire avancer le mouvement libertarien et les idées qui y sont associées au Québec. Trois propositions ressortent de leurs délibérations : relancer l'Institut économique de Montréal, en dormance depuis un certain temps ; fonder un magazine ; créer l'association *Les amis de la liberté*, qui servira de lieu de rencontre et qui permettra de présenter des conférences²⁶. C'est un moment charnière dans l'histoire du mouvement libertarien québécois. Les idées favorables aux libertés individuelles et critiques d'un interventionnisme étatique trop prononcé pourront être diffusées plus aisément dans l'espace public québécois. Dans les années qui suivent, le mouvement se déploie, de nouveaux acteurs s'y greffent et les îlots de diffusion idéologique se multiplient. Nous présenterons ici une liste non exhaustive des principaux foyers de diffusion idéologique du libertarianisme au Québec.

Le Québécois libre

Martin Masse fonde le magazine en ligne *Le Québécois libre* (QL) en 1998²⁷. Initialement, le webzine se veut une alternative aux médias traditionnels en offrant au public une perspective libertarienne sur l'actualité québécoise, pouvons-nous lire sur son site :

Le but du QL n'est toutefois pas de débattre entre libertariens, mais d'offrir un éventail d'opinions et de commentaires de façon à éduquer et informer les lecteurs ayant des convictions libertariennes et les autres qui le lisent parce qu'ils s'intéressent aux débats d'idées. Bref, élargir l'aire de débat pour les libertariens et faire connaître la philosophie libertarienne²⁸.

Au fil des années, il prend de l'expansion avec des collaborateurs du Canada, des États-Unis et de l'Europe. Des articles sont publiés en anglais et en français. Sa page « Qu'est-ce que le libertarianisme » est traduite en anglais et en espagnol. Au moins 75 contributeurs²⁹ y participent durant ses 18 années d'existence, comme Pierre Lemieux, Jasmin Guénette, Randy Hillier, Vincent Geloso, Pierre Desrochers, Jean-Luc Migué, Pascal Salin³⁰. Des personnalités politiques importantes ont été des lecteurs du webzine, comme Stephen Harper, Mario Dumont, Maxime Bernier ou encore Éric Duhaime, affirme son fondateur³¹. Le webzine évite le jargon scientifique afin de rester accessible, mais refuse de diluer ses idées libertariennes³². « *Le Québécois libre* se présente donc moins comme un laboratoire des idées libertariennes que comme un vecteur privilégié de leur diffusion³³. »

Nous y retrouvons des articles élaborés à partir d'une panoplie de sujets, mais toujours dans une perspective libertarienne. Plusieurs textes critiquent le système de santé publique et proposent de faire plus de place au privé et à la concurrence³⁴. Des textes traitent aussi du caractère immoral de la redistribution de la richesse³⁵, du nationalisme et de la question constitutionnelle³⁶, de la défense d'un marché libre, ouvert et légal des organes³⁷, etc. En 2016, Martin Masse met fin aux activités du QL pour accompagner Maxime Bernier dans la course à la chefferie du Parti conservateur du Canada³⁸.

L'Institut économique de Montréal

Fondé initialement en 1987 par Pierre Lemieux³⁹, l'Institut économique de Montréal (IEDM) devient un véritable *think tank*⁴⁰ sous l'impulsion de Michel Kelly-Gagnon à partir de 1997⁴¹. L'IEDM défend les idées libertariennes basées sur le capitalisme de libre marché. Le *think tank* prône la privatisation de sociétés d'État comme Hydro-Québec⁴² ou Postes Canada⁴³, la fin du monopole de la SAQ⁴⁴ et des baisses d'impôt pour les entreprises⁴⁵. L'IEDM contribue également à la diffusion des idées liberta-

riennes d'auteurs comme Friedrich Hayek, Ayn Rand, Milton Friedman, etc.⁴⁶. L'institut est également favorable à une plus grande place pour le privé et à la concurrence dans le secteur de la santé. Des chercheurs sont souvent appelés à faire des apparitions dans les médias québécois. Plusieurs libertariens y travaillent comme Éric Duhaime, Youri Chassin, Jonathan Hamel, Nathalie Elgrably-Lévy et Jasmin Guénette. C'est d'ailleurs à l'IEDM que se rencontrent l'actuel chef du Parti populaire du Canada, Maxime Bernier, et son conseiller et ami de longue date Martin Masse. Alors que le *QL* adopte un discours libertarien plus jusqu'au-boutiste, l'IEDM cherche à se présenter comme un *think tank* professionnel et modéré sur le plan idéologique⁴⁷.

L'Institut peut compter sur des ressources considérables pour faire avancer son programme libertarien. Son « budget est passé de 278 000 \$ en 1999 à près de trois millions en 2017⁴⁸ ». Une partie de son financement provient des États-Unis. En 2012, il a reçu de l'argent « d'une des fondations des frères Koch qui ont fait fortune dans l'industrie pétrolière⁴⁹ ». Il a aussi reçu 200 000 \$ de l'Atlas Network, une fondation américaine visant l'implantation de *think tanks* défendant des positions de droite économique un peu partout dans le monde⁵⁰. Un article publié sur son site affirme que l'IEDM a contribué à la déréglementation de l'industrie du taxi au Québec et à donner plus de marge de manœuvre aux infirmières praticiennes spécialisées⁵¹.

L'Action démocratique du Québec

Sans affirmer que l'Action démocratique du Québec (ADQ) est un parti libertarien, plusieurs de ses propositions étaient cohérentes avec cette philosophie politique. Le parti de Mario Dumont proposait de réduire la bureaucratie, d'abolir les commissions scolaires et d'alléger le fardeau fiscal des contribuables. Il promettait l'instauration d'un taux unique d'imposition fixé à 20 %, qui aurait par la suite diminué⁵². L'ADQ affirmait que l'État occupe une trop grande place dans le système de santé. Elle avait la volonté de recourir davantage au privé. Le parti de Mario Dumont a proposé aussi de décentraliser le système de santé et d'y instaurer plus de concurrence⁵³. L'ADQ voulait par exemple mettre en place un système mixte dans lequel un médecin aurait pu œuvrer dans le privé, à condition de travailler minimalement dans le système public⁵⁴. Elle comptait aussi mettre fin aux monopoles syndicaux afin de laisser la liberté aux employés d'adhérer ou non à un syndicat⁵⁵. En matière d'éducation⁵⁶ et de service de garde⁵⁷, l'ADQ préconisait la mise en place d'un système de bons afin de laisser plus de liberté aux parents.

L'ADQ aura été un lieu de rencontre pour bon nombre de libertariens, comme Joanne Marcotte ou Vincent Geloso, qui y ont trouvé un refuge

pour exprimer leurs idées anti-États et pro-libertés individuelles. Éric Duhaime a été conseiller de Mario Dumont de 2003 à 2008. Il a aussi porté les couleurs du parti dans la circonscription de Deux-Montagnes lors de l'élection de 2003. Martin Masse, bien qu'exprimant des réticences, a donné son appui à l'ADQ lors de la campagne électorale de 1998. Il voyait alors ce parti comme étant ce qu'il y avait de plus proche des idées libertariennes. « [Mario Dumont] a maintenu son engagement de réduire la taille de la fonction publique du quart, et n'hésite pas à rappeler que la réforme de l'État ne peut être menée à bien sans faire de perdants chez ceux qui profitent de ses largesses⁵⁸ », écrivait-il dans un éditorial du *Québécois libre* en 1998. Vincent Geloso a affirmé que le parti était digne des penseurs libéraux et libertariens tels qu'Adam Smith et Milton Friedman⁵⁹.

Bien que l'ADQ n'ait jamais pris le pouvoir au Québec, le parti a contribué à la diffusion des idées libertariennes dans la province. En 2002, des sondages donnent 40 % des intentions de vote à la formation politique⁶⁰. Le parti de Mario Dumont arrive même à former l'opposition officielle en 2007 en faisant élire 41 députés, ce qui dénote un certain attrait pour ses propositions au sein de l'électorat québécois. Toutefois, cette victoire sera en demi-teinte pour l'ADQ, puisque plusieurs militants libertariens accusent le parti d'avoir trahi ses principes libertariens et dénoncent un virage nationaliste⁶¹.

L'ADQ a toujours flirté avec le nationalisme. Fondé en 1994 dans la foulée des échecs constitutionnels successifs des accords du lac Meech et de Charlottetown, le parti prend une position autonomiste entre le fédéralisme des libéraux et le souverainisme du PQ. La formation de Mario Dumont demande un important transfert des pouvoirs du fédéral vers le Québec. Lors du référendum de 1995, l'ADQ se rallie au camp du « Oui ». Toutefois, en 2007, un militant accuse l'ADQ d'être passée d'un parti favorable au libre marché à une formation « ultranationaliste, interventionniste et autoritaire⁶² ». Vincent Geloso s'est dit « profondément insulté » par la volonté de l'ADQ de geler les seuils d'immigration pour faire face au déclin du français⁶³. Martin Masse, quant à lui, commence à perdre espoir dans l'ADQ avant 2007. En 2003, il reproche notamment au parti d'avoir abandonné l'idée de mettre en place un impôt à taux unique⁶⁴.

Le Réseau liberté Québec

Après une élection difficile pour l'ADQ en décembre 2008 (le parti n'a plus que sept députés à l'Assemblée nationale), des libertariens tentent de faire avancer leurs idées à l'extérieur de la formation politique. Le Réseau liberté Québec (RLQ) est fondé deux ans plus tard par Joanne Marcotte, Ian Sénéchal, Éric Duhaime, Roy Eappen, Gérard Laliberté et Guillaume Simard Leduc⁶⁵. S'inscrivant dans la lignée des idées libertariennes, ce regroupe-

ment critique vertement le modèle québécois et l'État-providence, mais affirme ne pas s'intéresser aux questions sociales comme l'avortement, le mariage gai ou la peine de mort⁶⁶. Selon Éric Duhaime, le but est de sortir le Québec du débat souverainiste-fédéraliste pour se concentrer sur une opposition gauche-droite⁶⁷. Le chef de l'ADQ de l'époque, Gérard Deltell, et Maxime Bernier, alors député conservateur en Beauce, assistent à la journée de création du RLQ. La cheffe du défunt parti albertain Wildrose Alliance, maintenant première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, est présente lors du premier événement du regroupement pour s'opposer à la dépendance du Québec face à Ottawa⁶⁸. Bon nombre de libertariens participent à des activités du RLQ, comme Martin Masse ou encore Michel Kelly-Gagnon.

En mars 2013, Vincent Geloso fait une présentation de son livre *Du grand rattrapage au déclin tranquille* lors d'un événement du RLQ⁶⁹. Il y propose une inversion interprétative du grand récit québécois. Il affirme que la période précédant les années 1960, la « Grande Noirceur », serait en fait un moment de croissance économique important puisque l'État intervenait peu, ce qui laissait aux individus la liberté d'entreprendre. La Révolution tranquille aurait, quant à elle, endetté la province et réduit son potentiel de croissance économique⁷⁰. L'une des cofondatrices du RLQ, Johanne Marcotte, réalise en 2006 le documentaire *L'illusion tranquille*, lequel est composé de témoignages d'experts qui critiquent le modèle québécois et la place des syndicats⁷¹.

Le Parti conservateur du Québec

Méconnu dans l'espace public avant l'arrivée d'Éric Duhaime à sa tête, le Parti conservateur du Québec est la formation politique dont les idées se rapprochent le plus du libertarianisme dans la province : respect des libertés et des droits individuels, économie de marché, État limité, etc.⁷²

Le parti est enregistré auprès du directeur général des élections en 2009. Quelques chefs se succèdent à sa tête sans arriver à sortir la formation de la marginalité. L'ancien député conservateur fédéral dans Louis-Hébert, Luc Harvey, est aux commandes du PCQ pendant seulement quelques mois. Il reprend l'idée de l'ADQ de donner 100 \$ par semaine par enfant aux familles pour remplacer les garderies subventionnées. Il veut aussi que l'aide sociale soit limitée à 5 ans pour les individus aptes au travail⁷³. L'avocat Adrien Pouliot sera chef du parti de 2013 à 2021. Le PCQ ne récolte que 1,5 % des votes lors des élections de 2018.

L'arrivée d'Éric Duhaime à la tête des conservateurs québécois en 2021 change la donne. L'élection du nouveau chef libertarien d'une grande notoriété fait bondir le nombre de membres et force les médias à s'intéresser à la formation politique. Éric Duhaime parvient à convaincre la députée caquiste Claire Samson de faire défection et de se joindre aux rangs

conservateurs. Avec une élue dans sa formation, Éric Duhaime aura accès à l'Assemblée nationale pour mettre de l'avant ses idées.

C'est la gestion de la pandémie par le gouvernement caquiste de François Legault qui incite Éric Duhaime à retourner en politique active. Il soutient que la Coalition Avenir Québec (CAQ) ne respecte plus ses engagements, comme baisser les impôts, en plus d'utiliser la COVID-19 comme prétexte pour s'accorder des pouvoirs extraordinaires. Avant la pandémie, la CAQ semblait d'ailleurs plaire à certains libertariens. En 2012, elle avait fusionné avec l'ADQ. À l'époque, le parti disait vouloir réduire les impôts et couper dans la bureaucratie. Maintenant, plusieurs caquistes déçus ont rejoint Éric Duhaime⁷⁴.

Le PCQ reprend certaines idées de l'ADQ, comme celle d'un taux unique d'imposition⁷⁵. Il veut donner plus de place au privé en santé et instaurer davantage de concurrence entre les hôpitaux⁷⁶. La formation politique a aussi une composante nationaliste. Le PCQ souhaite baisser les seuils d'immigration et sélectionner les nouveaux arrivants en fonction de leur « compatibilité civilisationnelle » avec la société québécoise⁷⁷.

Parti conservateur et Parti populaire du Canada

En 2006, Maxime Bernier choisit d'aller faire la lutte à Ottawa pour que l'État canadien redonne plus d'autonomie aux provinces. « Ça allait avec mes idées libertariennes d'un petit gouvernement qui ne s'ingère pas dans la vie des gens, mais qui ne s'ingère pas non plus dans les champs de compétences des provinces⁷⁸ », explique le chef du Parti populaire du Canada (PPC) en entrevue.

Bernier se fait tout d'abord élire en Beauce sous la bannière du Parti conservateur du Canada (PCC) et devient ministre de l'Industrie dans le gouvernement de Stephen Harper. Il se retrouve donc à la tête d'un ministère dont l'une des tâches est de distribuer des subventions aux entreprises. Bernier refuse toute compromission de ses principes libertariens. Par exemple, lorsque vient le temps de donner une subvention à Bombardier, il envoie un de ses collègues ministres à sa place⁷⁹. Il tente de convaincre son chef de renoncer à aider les entreprises privées avec de l'argent public, mais ses doléances restent lettre morte⁸⁰. Il arrive tout de même à mener à bien une importante réforme pour déréglementer l'industrie des télécommunications avec Martin Masse, en dépit de l'opposition au sein de la fonction publique et du parti⁸¹. Malgré tout, lors des années Harper, la formation politique ajoute des mesures cohérentes aux idées libertariennes. Lors de son premier mandat à la tête du pays, il fait passer la TPS de 7 % à 5 %. Les pertes de revenu pour le gouvernement totalisent 13 milliards de dollars, mais Harper soutient qu'il préfère redonner cet argent directement aux Canadiens.

Après la défaite conservatrice de 2015 et la démission de Harper, Bernier se lance dans la course pour le remplacer. Il est finalement battu par Andrew Scheer après une lutte très serrée. La défaite est visiblement difficile à avaler pour Maxime Bernier. Selon des observateurs, c'est sa croisade contre la gestion de l'offre en agriculture, mesure incohérente avec sa posture libertarienne, qui lui coûte la victoire⁸². Il quitte la formation politique, affirmant qu'elle est trop corrompue et que ses idées n'ont pas trouvé écho auprès du nouveau chef. En 2018, il fonde le Parti populaire du Canada (PPC) avec son fidèle acolyte Martin Masse. Le programme de la formation est foncièrement libertarien : baisse d'impôts pour les entreprises et les particuliers, accès facilité aux armes à feu et équilibre budgétaire en un mandat. L'abolition du « cartel » de la gestion de l'offre fait également partie des propositions politiques du PPC⁸³. « Mad Max » affirme vouloir mettre de l'avant une « décentralisation radicale » de l'État canadien pour donner plus de pouvoirs aux provinces, notamment en matière d'immigration⁸⁴.

Depuis la fondation du Parti populaire du Canada, Bernier adopte un ton plus critique sur l'immigration. Il veut diminuer le nombre d'immigrants et de réfugiés que le Canada accepte. Le site du PPC indique que le Canada devrait recevoir entre 100 000 et 150 000 immigrants plutôt que 350 000, et précise également que les nouveaux arrivants sont moins productifs et qu'ils coûtent cher aux contribuables canadiens. « Les immigrants ont généralement des salaires plus bas que les non-immigrants. Ils paient en moyenne environ la moitié de l'impôt sur le revenu que paient les autres Canadiens, mais bénéficient de services gouvernementaux à peu près équivalents⁸⁵ », pouvons-nous y lire également. Maxime Bernier dénonce aussi le multiculturalisme canadien, qui encouragerait les immigrants à conserver leurs valeurs et leur culture plutôt que d'adopter celles du Canada. Le chef du PPC souhaite que chaque personne qui veut immigrer au Canada passe un test afin de déterminer comment « elle s'aligne sur les valeurs et normes canadiennes⁸⁶ ».

Son conseiller Martin Masse va dans le même sens. Pour lui, les politiques multiculturelles, qui encourageraient une immigration incompatible avec nos valeurs, pourraient devenir une source de tensions. « On est en train de rendre le Canada ingouvernable et de créer des conflits potentiels. Il y a trop de différences entre les gens de ces communautés-là pour que ce soit gérable dans un seul pays⁸⁷ », explique-t-il en entrevue. Masse cible plus spécifiquement l'immigration arabo-musulmane. Les positions de Bernier et de Masse se rapprochent ici du paléolibertarianisme, une tendance du libertarianisme plus conservatrice et critique de l'islam, de l'immigration et du multiculturalisme⁸⁸.

Hormis le PPC, il existe bel et bien une formation politique officiellement libertarienne enregistrée auprès d'Élections Canada depuis 2004⁸⁹.

Le Parti Libertarien du Canada n'a toutefois aucun poids politique, il fait des scores faméliques lors des élections et n'a pratiquement aucune visibilité médiatique.

Les libertariens dans les médias

Très critiques des médias traditionnels, les libertariens québécois se tournent régulièrement vers des médias « alternatifs » pour faire passer leur message; ces derniers sont d'ailleurs souvent complaisants à leur égard. Nous pensons tout d'abord aux radios de Québec, et particulièrement à Radio X, qui agissent comme porte-voix pour les idées libertariennes dans la Capitale-Nationale.

L'idéologie libertarienne et les valeurs de la droite radicale « font largement consensus dans le cercle des animateurs de ces antennes⁹⁰ », affirme Dominique Payette, professeure de journalisme à l'Université Laval. Les animateurs se positionnent régulièrement comme les défenseurs des « payeurs de taxes » et prônent moins d'impôts. Ils s'en prennent aux différents groupes sociaux tels que les femmes, les pauvres, les environmentalistes, les autochtones, etc. et dénigrent leurs revendications⁹¹.

En 2004, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) refuse de renouveler la licence de diffusion de Radio X en raison de plusieurs plaintes contre la station⁹². S'ensuit une importante manifestation à Québec pour s'opposer à cette décision et pour défendre la liberté d'expression. Nous avons vu à cette époque des rapprochements entre l'ADQ et Radio X. Le parti de Mario Dumont appuie la station. En échange, Radio X soutient le candidat adéquiste Sylvain Légaré, qui remporte la circonscription de Vanier lors d'une partielle en 2004⁹³. Dans un article du *Devoir*, Robert Dutrisac affirme que le chef de l'ADQ est souvent l'invité de l'émission de Jeff Fillion et qu'il est, « de toutes les personnalités politiques, le choucho de la station⁹⁴ ». Éric Duhaime est animateur à Radio X de 2012 à 2014. Maintenant qu'il est chef du PCQ, Éric Duhaime est régulièrement invité sur les ondes de cette même radio pour faire la promotion de ses idées⁹⁵. Un autre animateur de cette station, Dominic Maurais, apparaît dans un « live du mardi » du chef conservateur dans lequel Éric Duhaime parle de ses préoccupations et répond aux questions de ses adhérents⁹⁶. Maxime Bernier et des chercheurs de l'IEDM sont également des invités réguliers à Radio X.

Plusieurs médias numériques sont aussi proches des libertariens. *Québec Nouvelles* se définit comme un média alternatif qui veut « parler au peuple et défendre le peuple contre la corruption politique et le mensonge de certaines élites⁹⁷ ». En réalité, ce média propose des contenus et des opinions plutôt situés à droite du spectre politique. Durant la pandémie de COVID-19, il dénonce régulièrement les mesures sanitaires et les confi-

nements. Éric Duhaime accorde une entrevue « exclusive » à ce média lors de la manifestation pour la reprise du sport chez les jeunes⁹⁸. *Québec Nouvelles* promeut régulièrement les idées du chef conservateur québécois et utilise son site pour diffuser ses propos. L'organe de presse va même jusqu'à reprendre des messages de la page Facebook d'Éric Duhaime directement sur sa plateforme⁹⁹.

Des collaborateurs du média, comme André Valiquette, ont des liens avec les partis politiques de Duhaime et Bernier. La biographie de Valiquette sur le site de *Québec Nouvelles* indique qu'il « est actuellement président de la Commission politique du Parti conservateur du Québec et membre de son Bureau exécutif national ». Il a aussi été directeur des communications à l'Institut économique de Montréal et candidat pour le Parti populaire de Maxime Bernier en 2019¹⁰⁰. Le média de droite parle d'ailleurs aussi beaucoup du chef du PPC. À la manière d'Éric Duhaime, le site relaie parfois du contenu produit par Maxime Bernier pour ses plateformes. Notons toutefois que certains collaborateurs du média considèrent Bernier comme trop radical pour gagner les élections¹⁰¹.

En 2018, avant de revenir en politique active, Éric Duhaime fonde *Québec Fier*¹⁰², mais prendra rapidement ses distances de l'organisation¹⁰³. Cette dernière se définit comme un collectif qui « réunit des Québécoises et des Québécois écœurés d'assister passivement à la dégradation du Québec et de sa capacité à se projeter dans l'avenir¹⁰⁴ ». Elle s'affiche comme étant conservatrice, nationaliste et populiste, et fonctionne principalement grâce à sa page Facebook¹⁰⁵. Plus de 95 000 personnes y sont abonnées. *Québec Fier* admet explicitement qu'elle tente d'influencer le résultat des élections au profit de partis de droite¹⁰⁶. Durant la pandémie, elle dénonce avec ferveur les mesures sanitaires. Éric Duhaime assure qu'il n'existe aujourd'hui aucun lien entre sa formation et *Québec Fier*¹⁰⁷. Nous pouvons toutefois constater que les deux partagent parfois des contenus très similaires sur les réseaux sociaux.

Les deux libertariens ont aussi eu des liens avec le média conservateur *Rebel News*. Fondé par l'ancien journaliste de *Sun News* Ezra Levant, le média est associé à plusieurs couvertures médiatiques controversées, notamment celle de la manifestation de Charlottes ville. Lors de l'événement, une femme perd la vie après qu'un nationaliste blanc fonce dans la foule avec sa voiture. À la suite de cet événement, plusieurs élus du Parti conservateur du Canada prennent leur distance du média et refusent depuis lors de lui accorder des entrevues¹⁰⁸. Cela n'a pas empêché Bernier et Duhaime de parler aux journalistes de *Rebel News*, notamment pour dénoncer les mesures sanitaires. Avant son retour en politique, Duhaime est chef du bureau québécois de *Rebel News* avant de prendre ses distances du média en 2017¹⁰⁹.

Conclusion

La porosité des différents regroupements libertariens

Le mouvement libertarien québécois est disparate et ne s'articule pas autour d'un seul foyer de diffusion idéologique. Il est plutôt composé d'une poignée d'acteurs qui passent d'un regroupement à l'autre. Les frontières entre ces groupes sont d'ailleurs souvent poreuses. Par exemple, pratiquement tous les libertariens québécois d'importance ont occupé une fonction au sein de l'IEDM : Adrien Pouliot, Maxime Bernier, Martin Masse, Éric Duhaime¹¹⁰. Cela ne les empêche pas de militer dans d'autres organisations pour défendre leurs idées : Parti populaire du Canada (Bernier, Masse), Parti conservateur du Québec (Pouliot, Duhaime).

Nous pouvons voir que les divers groupes ont des fonctions différentes, même si ce sont parfois les mêmes libertariens qui y militent. *Le Québécois libre* se voulait un média à la fois accessible, sans pour autant faire de compromis sur ses idées libertariennes. L'IEDM cherche davantage la respectabilité et est invité à parler de ses recherches dans les médias. Radio X et les autres médias alternatifs jouent le rôle de porte-voix. Le PPC et le PCQ tentent, quant à eux, d'avoir une représentation politique à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale. Même s'ils restent marginaux, les libertariens québécois multiplient les stratégies et les lieux de diffusion pour faire entendre leurs idées. Et, bien que plusieurs foyers idéologiques du libertarianisme soient aujourd'hui disparus (le QL, le RLQ, et l'ADQ), d'autres ont émergé ou ont gagné en importance (PPC et le PCQ).

Cela témoigne de plusieurs différences entre les libertariens québécois et leurs homologues américains. Le mouvement libertarien au sud de notre frontière est beaucoup plus important, et les lieux de production et de diffusion de leurs idées sont, par conséquent, beaucoup plus nombreux. Nous y retrouvons de nombreux *think tanks*, comme le Cato Institute, le Mises Institute, la Reason Foundation, l'Institute for Humane Studies, etc. avec des stratégies bien différentes¹¹¹. Le nombre de penseurs qui ont réfléchi et théorisé la question du libertarianisme aux États-Unis est impressionnant, pensons seulement à Murray Rothbard, Milton Friedman, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek ou encore Ayn Rand. Au Québec, il existe assez peu de théoriciens du libertarianisme hormis Pierre Lemieux.

Le mouvement américain est aussi beaucoup plus éclectique. Sébastien Caré propose de classer les libertariens américains en cinq catégories en fonction de leur emplacement géographique et de leurs idées. Il y a les paléolibertariens, les randroïdes, les preppies, les hippies et les cyberlibertariens¹¹². Bien que certains libertariens québécois puissent être classés dans l'une ou l'autre de ces catégories — Maxime Bernier et Martin Masse,

par exemple, s'inscrivent dans le paléolibertarianisme —, le libertarianisme ici n'est pas assez diversifié pour affirmer qu'il existe des sous-catégories du mouvement qui auraient une réelle autonomie.

Toutefois, en raison de son influence importante, il est clair que le libertarianisme américain a influencé son pendant québécois. Il n'existe toutefois pas de recherche qui se soit spécifiquement intéressée à la question. Des indices nous laissent toutefois entrevoir que cette piste de recherche serait fertile. Par exemple, en 2005, Martin Masse donne une conférence dans le cadre des Austrian Scholar Conferences organisées par le Mises Institute¹¹³. En 2012, Éric Duhaime se rend à un rassemblement libertarien pour rencontrer Ron Paul, alors candidat à l'investiture républicaine¹¹⁴. Pour écrire son livre *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme* aux États-Unis, Pierre Lemieux reçoit une bourse du Liberty Fund, une fondation éducative privée et libertarienne¹¹⁵. Finalement, le Free State Project, un regroupement libertarien au New Hampshire, se dit, quant à lui, influencé par le nationalisme québécois¹¹⁶. Ces quelques exemples montrent qu'il existe vraisemblablement des liens entre les libertariens québécois et leurs homologues américains. De futures recherches sur la question devraient permettre d'éclairer ces liens afin d'en comprendre l'ampleur.

La pandémie de COVID-19: une opportunité inattendue

La pandémie de COVID-19 a été une opportunité inattendue pour des libertariens comme Maxime Bernier, Martin Masse et Éric Duhaime. Pour faire face au virus, le gouvernement impose des mesures de plus en plus strictes afin de limiter les contacts: interdiction de rassemblements intérieurs, fermeture de plusieurs secteurs de l'économie et des écoles, port du masque obligatoire, couvre-feu, etc. «C'est clair qu'on brime un peu les droits individuels, mais c'est pour le bien collectif¹¹⁷», déclare le directeur national de la santé publique du Québec, le Dr Horacio Arruda, au moment où les premières mesures sont mises en place.

Bien entendu, les libertariens ne pouvaient pas rester passifs face à ces attaques contre les libertés individuelles. Des manifestations ont lieu pour dénoncer les mesures sanitaires. Ces rassemblements ne regroupent pas uniquement des libertariens. Nous y retrouvons aussi des militants d'extrême droite, des complotistes ou encore des groupes évangéliques¹¹⁸. Les arguments contre les mesures sanitaires sont toutefois bien souvent agrémentés d'une rhétorique libertarienne. On critique une dérive autoritaire de l'État qui porte atteinte aux libertés individuelles et à la propriété privée.

Maxime Bernier est sans doute le libertarien le plus virulent à l'endroit des mesures sanitaires et de la gestion de la pandémie par les gouvernements. Le chef du PPC n'hésite pas à faire des rapprochements avec

des régimes autoritaires et le totalitarisme. Lors de la dernière élection fédérale, le PPC triple son score et obtient 5 % du vote populaire, sans toutefois faire élire de député¹¹⁹. C'est aussi la pandémie de COVID-19 qui incite Éric Duhaime à se présenter à la tête du PCQ. « Je considère qu'il est de notre devoir de faire l'impossible pour sortir de l'extrémisme sanitaire dans lequel la Coalition Avenir Québec de François Legault nous enfonce depuis maintenant presque 9 mois¹²⁰ », affirme-t-il lorsqu'il se lance dans la course. Éric Duhaime réussit à canaliser la grogne contre les mesures sanitaires. Le chef du PCQ se targue régulièrement d'avoir recruté plus de 60 000 membres. Bien que le parti n'ait fait élire aucun candidat, il obtient près de 13 % des votes, un score très proche des autres partis d'opposition : PLQ (14 %), PQ (15 %) et QS (15 %)¹²¹. Il est, bien entendu, trop tôt pour proposer une analyse précise de l'impact à long terme de la pandémie sur les idées libertariennes au Québec. Il est toutefois clair que cet événement sans précédent a contribué à la croissance des idées et du mouvement libertarien dans la province. La pandémie de COVID-19 doit donc être prise en considération afin de comprendre la place qu'occupe cette idéologie au Québec, maintenant et dans le futur.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Philippe Labrecque, *Comprendre le conservatisme en quatorze entretiens*, Montréal, Liber, 2016, p. 88.
2. *Ibid.*
3. Jean-Marc Piotte (dir.), *ADQ à droite toute! : le programme de l'ADQ expliqué*, Montréal, HMH, 2003, p. 158.
4. Voir *Ibid.*; Frédéric Boily, Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec : *entre populisme et démocratie*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008.
5. Voir notamment Sébastien Caré, « La dérive des continents néolibéraux : essai de typologie dynamique », *Revue de philosophie économique*, vol. 17, n° 1, 2016, p. 21-55; Serge Audier, *Néo-libéralisme(s) : une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.
6. Jean-Marc Piotte (dir.), *op. cit.*, p. 58.
7. Voir Xavier Gélinas, « D'une droite à l'autre. Le conservatisme intellectuel canadien-français des années 1960 et 2000 », *Études canadiennes/Canadian Studies*, n° 66, 2009, p. 67-71, et son entretien dans Philippe Labrecque, *op. cit.*, p. 61-62.
8. Guillaume Lamy, « Recherche ou lobbyisme ? L'Institut économique de Montréal et le réchauffement climatique depuis 1999 », *Politique et Sociétés*, vol. 41, n° 3, 2022, p. 134-135; Guillaume Lamy, « Nouvelle cartographie des *think tanks* néolibéraux dans le Québec du début du XXI^e siècle (1995-2018) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, 2019, p. 211-212.
9. Lia Lévesque, « Duhaime veut abroger la loi 96 et faire la promotion du français », *Le Droit*, 6 septembre 2022.
10. Ces entrevues ont été faites dans le cadre de la rédaction de mon essai *En rupture avec l'État : comment s'incarne le libertarianisme au Québec*, Montréal, XYZ,

2021. Cet article reprend d'ailleurs plusieurs éléments de ce livre et poursuit également l'étude du libertarianisme québécois entamée dans mon mémoire de maîtrise: *Le libertarianisme québécois: une simple déclinaison du conservatisme?*, Université du Québec à Montréal, Mémoire de maîtrise (science politique), 2018.

11. David Boaz, *The Libertarian Mind: A Manifesto For Freedom*, New York, Simon & Schuster, 2015, p. 6-7.
12. *Ibid.*, p. 8; Martin Masse, «Libertin, libertaine, libertarien», *Le Québécois libre*, 1999, quebecoislibre.org.
13. Murray Rothbard, *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto*, États-Unis, Important book, 1978, p. 36 et suivantes.
14. Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, Paris, Leduc, coll. «À contre-courant», 2010, p. 74 et suivantes.
15. Éric Duhaime, *Libérez-nous des syndicats !*, Québec, Genex, 2013.
16. Sébastien Caré, *Les libertariens aux États-Unis: sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. «Res publica», 2010, p. 158 et suivantes.
17. *Ibid.*, p. 25 et suivantes. Sur l'histoire du mouvement libertarien aux États-Unis, voir également Brian Doherty, *Radicals for Capitalism: A Freewheeling History of the Modern American Libertarian Movement*, New York, PublicAffairs, 2007; David Boaz, *The Libertarian Mind...*
18. Sur cette question, voir notamment Pierre Lemieux, *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Libre échange», 1983.
19. Sébastien Caré, «Racines théoriques du libertarianisme américain», *Cités*, vol. 46, n° 2, 2011, p. 137.
20. Pierre Dardo et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde: essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009, p. 11-12.
21. Philip Mirowski, *Never Let a Serious Crisis Go to Waste: How Neoliberalism Survived the Financial Meltdown*, Londres, Verso, 2013, p. 40.
22. Éric Martin et Julia Posca, «Du néolibéralisme, vraiment», *La Presse*, 21 août 2012.
23. Voir notamment Jean-Claude St-Onge, *L'imposture néolibérale: marché, liberté et justice sociale*, Montréal, Écosociété, 2000.
24. Martin Masse, «Néolibéral, libertaine et libertarien?», *Le Québécois libre*, 2 février 2002, quebecoislibre.org.
25. Martin Masse, Entrevue, 3 avril 2020.
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. Le Québécois Libre, «Qui sommes-nous?», quebecoislibre.org.
29. Martin Masse, Entrevue, *op. cit.*
30. Le Québécois Libre, *loc. cit.*
31. Martin Masse, Entrevue, *op. cit.*
32. *Ibid.*
33. Sébastien Caré, «Les libertariens entre volonté de rupture et stratégie de réconciliation: une étude autour du webzine "Le Québécois libre"», dans François Hourmant et Jean Baudoin (dir.), *Les revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

34. Serge Rouleau, «Système de santé: la loi de Gammon», *Le Québécois libre*, 28 octobre 2007.
35. Martin Masse, «Redistribuer la richesse est immoral», *Le Québécois libre*, 31 mars 2001.
36. Martin Masse, «Pour une opposition radicale au nationalisme», *Le Québécois libre*, 21 février 1998.
37. Gilles Guénette, «Contre le prélèvement automatique d'organes», *Le Québécois libre*, 15 mai 2014.
38. Martin Masse, Entrevue.
39. Guillaume Lamy, «Nouvelle cartographie des *think tanks* néolibéraux...», *loc. cit.*, p. 211.
40. Pour une perspective plus large sur la question des *think tanks*, notamment au Québec, voir le dossier thématique «*Think tanks*: les métamorphoses des conseillers politiques depuis 1970. Canada, États-Unis, Chine», sous la direction de Guillaume Lamy, dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, automne 2019.
41. «Conseil d'administration», *Institut économique de Montréal*, iedm.org.
42. Institut économique de Montréal, «Privatiser Hydro-Québec permettrait d'enrichir les Québécois de 10 milliards \$ par an», Communiqué de presse de l'Institut économique de Montréal, 3 février 2009.
43. Vincent Geloso et Youri Chassin, «Privatiser Postes Canada? Absolument», *Institut économique de Montréal*, 2 juin 2011, iedm.org.
44. Miguel Ouellette et Gabriel Giguère, «Mettons fin au monopole de la SAQ», *Institut économique de Montréal*, 15 décembre 2021, iedm.org.
45. Mathieu Bédard et Kevin Brookes, «Compétitivité des entreprises: une baisse d'impôt... s'impose!», *Institut économique de Montréal*, iedm.org.
46. Institut économique de Montréal, «18 penseurs libéraux classiques essentiels», *Institut économique de Montréal*, 24 janvier 2019, iedm.org.
47. Martin Masse, Entrevue.
48. Guillaume Lamy, «Les *think tanks* au Québec: essor d'une industrie de recherche en territoire politique», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, automne 2019, p. 193.
49. *Ibid.*
50. *Ibid.*
51. Atlas Network, «Montreal Economic Institute Removes Artificial Barriers In Quebec», *Atlas Network*, 22 avril 2021, atlasnetwork.org.
52. «Les projets de l'ADQ — Un programme dérangeant», *Le Devoir*, 1^{er} juin 2002.
53. André P. Contandriopoulos, Louise Rousseau et Jean-Louis Denis, «Il faut réformer le système de santé, mais "autrement"», dans Jean-Marc Piotte (dir.), *ADQ à droite toute!...*, p. 31 et suivantes.
54. Martin Croteau, «Santé: "Les gens sont prêts à payer", dit Dumont», *La Presse*, 15 novembre 2008.
55. Mona-Josée Gagnon, «Derrière les bons sentiments: incompétence et répression des syndicats», dans Jean-Marc Piotte (dir.), *ADQ à droite toute!...*, p. 142 et suivantes.
56. Normand Baillargeon, «Bon d'éducation et école marchande? Non merci...», dans *Ibid.*, p. 155-156.

57. Renée B. Dandurand, « Une révolution pour la famille ? », dans *Ibid.*, p. 178.
58. Martin Masse, « Commencer à changer les choses avec l'ADQ », *Le Québécois libre*, 21 novembre 1998, n° 25.
59. Antoine Robitaille, « Révolte contre Dumont parmi la droite de l'ADQ », *Le Devoir*, 28 juin 2008.
60. Jean-Marc Pottie, *ADQ à droite toute !...*, p. 9.
61. Antoine Robitaille, « Révolte contre Dumont parmi la droite de l'ADQ », *loc. cit.*
62. *Ibid.*
63. *Ibid.*
64. Martin Masse, « Défaite de l'ADQ : bon débarras », *Le Québécois libre*, 10 mai 2003.
65. Éric Duhaime, Entrevue, 26 avril 2020.
66. Radio-Canada, « Émission spéciale de Radio-Canada sur le Réseau Liberté », *Radio-Canada*, 22 octobre 2010.
67. Éric Duhaime, Entrevue.
68. Mélissa Guillemette, « Le Réseau Liberté-Québec veut "se tenir debout devant les groupes d'intérêts" », *Le Devoir*, 18 avril 2011.
69. Vincent Geloso, « Du Grand Rattrapage au Déclin tranquille », *Réseau Liberté-Québec*, 3 mars 2013.
70. Vincent Geloso, *Du Grand Rattrapage au Déclin tranquille : une histoire économique et sociale du Québec de 1900 à nos jours*, Montréal, Accent grave, 2013.
71. Johanne Marcotte, *L'illusion tranquille*, film documentaire, 73 minutes.
72. « Programme », Parti conservateur du Québec, conservateur.quebec.
73. Ian Bussièrès, « Le Parti conservateur du Québec dit être la véritable droite provinciale », *Le Soleil*, 21 avril 2012.
74. Valérie Gamache, « Le Parti conservateur du Québec séduit la Beauce », *Radio-Canada*, 3 février 2022.
75. Vincent Larin, « Le Parti conservateur du Québec souhaite un impôt à taux unique », *Le Journal de Montréal*, 20 novembre 2021.
76. Thomas Laberge, « Le Parti conservateur du Québec veut plus de privé en santé », *Le Soleil*, 20 novembre 2021.
77. Thomas Laberge, « Le Parti conservateur du Québec veut moins d'immigrants », *Le Soleil*, 21 novembre 2021.
78. Maxime Bernier, Entrevue, 18 avril 2021.
79. *Ibid.*
80. *Ibid.*
81. *Ibid.*
82. Radio-Canada, « Andrew Scheer élu chef du Parti conservateur du Canada », *Radio-Canada*, 27 mai 2017.
83. Parti populaire du Canada, « Gestion de l'offre : rendre les œufs, la volaille et les produits laitiers plus abordables », partipopulaireducanada.ca.
84. Maxime Bernier, Entrevue.
85. Parti populaire du Canada, « Immigration : réduire les seuils et prioriser les immigrants qualifiés », Site du Parti populaire du Canada, partipopulaireducanada.ca.
86. Parti populaire du Canada, « Identité canadienne : mettre fin au multiculturalisme officiel et préserver les valeurs et la culture canadiennes », Site du Parti populaire du Canada, partipopulaireducanada.ca.

87. Martin Masse, Entrevue.
88. À ce sujet, voir Sébastien Caré, *Les libertariens aux États-Unis*, p. 159 et suivantes.
89. Élections Canada, «Partis politiques enregistrés et partis politiques admissibles pour enregistrement», Élections Canada, elections.ca.
90. Dominique Payette, *Les brutes et la punaise: les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures*, Lux, 2019, p. 12.
91. *Ibid.*, p. 57 et suivantes.
92. Robert Dutrisac, «CHOI-FM bannie des ondes», *Le Devoir*, 14 juillet 2004.
93. Dominique Payette, *Les brutes et la punaise...*, p. 43.
94. Robert Dutrisac, «CHOI-FM bannie des ondes», *loc. cit.*
95. Thomas Laberge, «Éric Duhaime surreprésenté à Radio X», *Le Soleil*, 2 juillet 2022.
96. Éric Duhaime, «Duhaime en direct – Le live du mardi», 4 janvier 2022.
97. «À propos de Québec Nouvelles», quebecnouvelles.info.
98. Simon Leduc, «Manifestation pour la reprise du sport: Entrevue exclusive avec le candidat à la chefferie du PCQ Éric Duhaime», *Québec Nouvelles*, 8 mars 2021, quebecnouvelles.info.
99. «Duhaime: Le retour à la normale est reporté aux calendes grecques», *Québec Nouvelles*, 19 mai 2021, quebecnouvelles.info.
100. André Valiquette, «Ne laissons pas les vieux partis enfoncer le Québec dans une crise du logement», *Québec Nouvelles*, 29 juin 2021, quebecnouvelles.info.
101. Mathieu Tremblay, «Le parti de Maxime Bernier est trop à droite pour une majorité d'électeurs», *Québec Nouvelles*, 9 juin 2020; Simon Leduc, «Le Parti Conservateur du Canada est entre de bonnes mains», *Québec Nouvelles*, 8 février 2021.
102. Patrick Bellerose, «Éric Duhaime à l'origine d'un groupe anti-libéraux», *Le Journal de Québec*, 1^{er} août 2018.
103. Catherine Levesque, «Éric Duhaime prend ses distances de "Québec Fier"», *HuffPost*, 8 juillet, 2018.
104. Site web de *Québec Fier*, quebecfier.org.
105. Thomas Laberge, «Justin Trudeau dans la mire de Québec Fier», *HuffPost*, 6 août 2019.
106. *Ibid.*
107. Éric Duhaime, Entrevue, 26 avril 2021.
108. Voir Janice Dickson, «Conservative MPs shun Rebel Media after coverage of Charlottesville riot», *Politics*, 15 août 2017; Jonathan Goldsbie, «The Rebel Had an Awful Lot of Sympathy for the White Supremacists in Charlottesville», *Canada Land*, 12 août 2017, canadaland.com.
109. Isabelle Hachey, «Le paradoxe de la tolérance», *La Presse +*, 19 septembre 2019.
110. Guillaume Lamy, «Les *think tanks* au Québec», *loc. cit.*, et site de l'Institut économique de Montréal, iedm.org.
111. Sébastien Caré, *Les libertariens aux États-Unis...*, p. 247 et suivantes.
112. *Ibid.*, p. 158 et suivantes.
113. *Ibid.*, p. 272.
114. Facebook d'Éric Duhaime.
115. Pierre Lemieux, *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*.

116. Thomas Laberge, « Quand le Québec influence une utopie libertarienne aux États-Unis », *HuffPost Québec*, 2020.
117. YouTube, « Le premier ministre du Québec François Legault parle aux médias de la COVID-19 », 12 mars 2020.
118. Jonathan Montpetit, « How right-wing extremists, libertarians and evangelicals built Quebec's movement against COVID-19 restrictions », *CBC News*, 25 septembre 2020.
119. Radio-Canada, « Maxime Bernier a-t-il divisé le vote à droite? Des nuances s'imposent, selon des analystes », *Radio-Canada*, 22 septembre 2021.
120. Facebook d'Éric Duhaime, « J'y vais! — Je suis candidat à la chefferie du Parti conservateur du Québec », 22 novembre 2020.
121. Élections Québec, « Résultats des élections générales du 3 octobre 2022 ».